

## LA PRÉSERVATION DE LA NATURE EST-ELLE (NÉO)COLONIALE ? L'INVENTION DES PARCS NATIONAUX EN AFRIQUE

[Guillaume Blanc](#)

IRIS éditions | « [Revue internationale et stratégique](#) »

2021/4 N° 124 | pages 17 à 27

ISSN 1287-1672

ISBN 9782200933890

DOI 10.3917/ris.124.0017

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2021-4-page-17.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.

© IRIS éditions. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# ÉCLAIRAGES

# La préservation de la nature est-elle (néo)coloniale ? L'invention des parcs nationaux en Afrique

**Guillaume Blanc**

Maître de conférences à l'Université Rennes 2.  
Dernier ouvrage : *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, Paris, Flammarion, 2020.

## Résumé

Alors qu'en Europe, les institutions internationales de conservation de la nature cherchent à résoudre la crise écologique en soutenant les populations des territoires concernés, elles s'efforcent en Afrique de naturaliser les lieux en les déshumanisant. Les agriculteurs et les bergers qui vivent dans les parcs nationaux africains sont pénalisés, expulsés, voire emprisonnés pour occuper ces espaces, au nom de la protection de la nature. Né de l'époque coloniale, le mythe de l'Éden africain continue ainsi d'alimenter la conception d'une Afrique naturelle mais dénaturée par les Africains. Justifiant l'intervention de l'expertise occidentale, il fait l'impasse sur la véritable cause de la destruction de la nature : un mode de vie fondé sur l'exploitation massive des ressources, émanant d'abord, hier comme aujourd'hui, de l'Occident.

## Abstract

*While in Europe, international nature conservation institutions seek to solve the ecological crisis by supporting the populations of concerned territories, in Africa these institutions strive to naturalise by dehumanising said territories. The farmers and herders who live in African national parks are penalised, expelled, and even jailed for occupying these spaces in the name of conservation. Born out of the colonial period, the myth of the African Eden thus continues to support the conception of a natural Africa denatured by Africans. Justifying the intervention of Western expertise, this myth overlooks the real cause of the destruction of nature: a way of life based on the massive exploitation of resources, emanating first and foremost, in the past as in the present, from the West.*

**P**our un même paysage, il peut exister plusieurs histoires. En France par exemple, en 2011, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a classé le parc national des Cévennes au Patrimoine mondial de l'humanité au nom de la « valeur universelle exceptionnelle » d'un paysage façonné par l'agropastoralisme depuis trois millénaires. C'est pourquoi, depuis, de concert avec l'État français, l'agence des Nations unies soutient la présence des agriculteurs et des bergers cévenols au sein du parc.

Cette histoire se répète dans bien des parcs naturels européens, mais bien plus rarement de l'autre côté de la Méditerranée. En Éthiopie par exemple, dans le parc national du Simien, l'Unesco condamne l'agropastoralisme. Ses experts considèrent que les agriculteurs et les bergers y dégradent l'environnement et à ce titre, depuis soixante ans, demandent aux autorités éthiopiennes de les expulser hors du parc. Ces dernières y ont consenti au mois de juin 2016 : 2 500 agriculteurs et bergers du Simien ont été déplacés, et l'Unesco a salué l'effort des autorités éthiopiennes pour la sauvegarde de ce Patrimoine mondial.

Face à un même type d'espace agropastoral, on peut donc découvrir deux histoires radicalement différentes. La première est européenne : elle décrit l'adaptation de l'humain à la nature. La seconde est africaine : elle raconte la dégradation de la nature par l'humain.

Aussi imparfait et essentialisant soit-il, le terme « africain » s'impose ici, car l'Éthiopie est loin de faire exception : c'est le traitement de la nature africaine qui fait exception dans le monde. Il existe environ 350 parcs nationaux sur le continent et sur un long XX<sup>e</sup> siècle, les archives existantes révèlent qu'entre 1

à 14 millions d'agriculteurs et de bergers en ont été expulsés<sup>1</sup>. Derrière ces injustices, on retrouve presque systématiquement les mêmes institutions internationales de la conservation : l'Unesco, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le World Wildlife Fund (WWF) ou encore la Fauna & Flora International (FFI) et la Wildlife Conservation Society (WCS). Plutôt que d'essayer de résoudre la crise écologique, comme elles le font en Europe, en soutenant les agriculteurs et les bergers qui occupent la nature, en Afrique ces institutions s'efforcent de naturaliser les lieux en les déshumanisant. Aussi, aujourd'hui encore, des dizaines d'agriculteurs et de bergers sont abattus chaque année par les écogardes des parcs, employés par les États africains avec le soutien technique et financier d'agences internationales. Des dizaines de milliers d'agropasteurs sont également

---

## Après les décolonisations, le fardeau civilisationnel du colon a été remplacé par le fardeau écologique de l'expert occidental

---

expulsés, privés de leur lieu de vie devenu territoire de visites. Des millions d'autres sont punis d'amendes et de peines de prison pour avoir cultivé la terre, fait paître leurs troupeaux, agrandi leur maison, en somme pour vivre en parc national.

---

1. Daniel Brockington et James Igoe, « Eviction for Conservation: A Global Overview », *Conservation and Society*, vol. 4, n° 3, septembre 2006.

Un tel récit va à l'encontre du présupposé positif accordé aux politiques de la nature, mais il n'en renvoie pas moins à un fait historique : après les décolonisations, le fardeau civilisationnel du colon a été remplacé par le fardeau écologique de l'expert occidental. L'intention a changé, mais pas l'esprit : le monde moderne devrait sauver l'Afrique des Africains.

Ce phénomène dit du « colonialisme vert »<sup>1</sup> est désormais connu – au point que, lorsqu'en septembre 2021, l'UICN tient à Marseille son Congrès mondial pour la nature, deux congrès alternatifs sont organisés dans la capitale phocéenne par les associations Survival et Planet Amazon, la première invitant à enfin « décoloniser la protection de la nature », la seconde à réfléchir aux moyens institutionnels de « combattre le colonialisme vert ». Le contre-discours est donc aujourd'hui de plus en plus structuré. Une question reste toutefois en suspens : peut-on réellement dire de ces politiques globales de la nature africaine qu'elles sont (néo)coloniales ?

## Il faut sauver l'Éden africain<sup>2</sup>

Comme l'idée que les Africains ne seraient pas assez rentrés dans l'histoire, celle d'une Afrique naturelle et sauvage provient, elle aussi, de la colonisation. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quand les Européens partent tenter leur chance en colonie, ils laissent derrière eux des paysages radicalement transformés par l'urbanisation et l'industrialisation. Persuadés d'avoir retrouvé en Afrique la nature perdue en Europe, ils la mettent alors en parc. Ou plus précisément dans des réserves de chasse au sein desquelles les colons inventent le mythe du bon et du mauvais chasseur : d'un côté, l'homme blanc, sportif, autorisé à traquer le trophée avec bravoure et au fusil ; de l'autre, l'homme noir, braconnier, sanctionné pour chasser l'animal avec cruauté et à l'arc ou à la lance. Ainsi commence la criminalisation des agriculteurs et des bergers, et avec elle la naturalisation des réserves de chasse, qui sont converties en parcs nationaux au début des années 1930, lorsque la grande faune est devenue trop rare pour être chassée.

Le processus est à fois institutionnel – enclore un territoire, c'est le gouverner – et matériel – protéger l'environnement, c'est le façonner –, mais également culturel : mettre en parc, c'est aussi diffuser une certaine représentation de la nature dans l'espace public. La grande presse est la première à le faire. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les journalistes européens et nord-américains s'emparent des récits de voyage de Henry Morton Stanley et David Livingstone, puis des carnets de chasse de Winston Churchill et Theodore Roosevelt, lesquels

---

1. Voir Guillaume Blanc, *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, Paris, Flammarion, 2020.

2. Voir, entre autres, Jonathan Adams et Thomas McShane, *The Myth of Wild Africa. Conservation without Illusions*, Berkeley, University of California Press, 1996.

## Les **parcs africains** ne sont pas vides, mais **vidés** de leurs **habitants**

décrivent l'Afrique comme un jardin d'Éden, un monde animal et luxuriant, mais peuplé d'indigènes qui le détruisent. Puis vient la littérature. Ernest Hemingway et *Les neiges du Kilimandjaro* en 1936, Karen Blixen et *Out of Africa* l'année

suivante, Osama Tezuka et *Le Roi Léo* au début des années 1950, Romain Gary et *Les Racines du ciel* en 1956, tous dépeignent une Afrique naturelle mais malheureusement dénaturée par ses habitants. Puis, avec les indépendances, le mythe prend de l'ampleur, diffusé par des médias toujours plus nombreux et diversifiés. Les guides naturalistes comme le *National Geographic* ou les films comme *Born Free* (1960) ou *Le Roi Lion* (1994) racontent systématiquement la même histoire : celle d'un continent-refuge, vierge et sauvage, mais aussi surpeuplé et dégradé.

Cette Afrique n'existe pas. Elle est habitée et cultivée, comme l'Europe. Seulement, une quantité innombrable de produits culturels participe à taire dans le monde ce qui se produit sur le terrain, à savoir que les parcs africains ne sont pas vides, mais vidés de leurs habitants.

### Protéger la nature, une idée coloniale de l'Afrique ?<sup>1</sup>

Les scientifiques et les experts jouent ici un rôle déterminant, définissant et diffusant toute une série de savoirs environnementaux sur l'Afrique. Or ces savoirs sont moins déterminés par la science que par la croyance.

Le mythe des forêts primaires est révélateur. Il prend forme en Afrique de l'Ouest, là encore au début du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les campagnes, les botanistes français découvrent des villages entourés d'une fine ceinture forestière, et entre ces villages, de la savane. Ils étudient ce milieu rural et, influencés par la théorie du climax selon laquelle un écosystème dans son état d'équilibre originel doit être boisé, ils sont rapidement persuadés qu'il existait autrefois, à la place de cette savane, une forêt dense et étendue. Ils voient alors dans ces ceintures forestières la preuve des dégâts causés par les Africains : d'abord, la forêt vierge ; ensuite, l'humain qui la défriche ; enfin, des villages entourés des quelques arbres qui ont survécu.

Avec l'essor de la science écologique, ce mythe se répand du Maghreb jusqu'à l'Afrique australe. Seulement, les botanistes ont lu l'histoire à l'envers. Dans les milieux semi-arides, les ceintures forestières ne sont pas le reste d'une

1. Voir, entre autres, Melissa Leach et Robin Mearns (dir.), *The Lie of the Land. Challenging Received Wisdom on the African Environment*, Oxford, The International African Institute, 1996.

forêt primaire que les humains auraient dégrossie et morcelée. Au contraire, elles ont le plus souvent été créées par les populations elles-mêmes : d'abord, une terre plutôt dénudée ; ensuite, de l'agriculture pour fertiliser les sols et créer des arbustes ; enfin, des incendies de savane pour se doter d'un couvert forestier jamais abondant mais rarement épuisé. L'augmentation des populations se traduit ainsi généralement par l'augmentation conjointe du couvert forestier. Dans la plupart des écologies d'Afrique, les ruraux n'ont pas détruit leur milieu. Ils s'y sont adaptés en créant les forêts grâce auxquelles ils obtiennent du bois de chauffe et de construction. Cependant, les scientifiques européens affirment qu'au contraire, partout, les Africains détruisent leur environnement.

Les choses n'ont pas particulièrement changé aujourd'hui. Le mythe de la forêt perdue d'Éthiopie le révèle : la couverture forestière serait passée de 40 % du pays en 1900 à 3 % « aujourd'hui ». Ces chiffres ont été formulés pour la première fois en 1961. Ils ne reposaient alors sur aucune donnée scientifique, uniquement sur les observations visuelles de deux forestiers, le Canadien William Logan et l'Allemand Friedrich Von Breitenbach. Mais en 1961, envoyé en Éthiopie par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un expert dénommé H.P. Huffnagel a converti ces estimations en données scientifiques véridiques. Depuis, ces chiffres sont relayés par tous les experts internationaux et les dirigeants éthiopiens. Au point que l'ancien vice-président états-unien, Al Gore, peut les citer dans ses livres et son film *Une vérité qui dérange*, qui lui vaudront le prix Nobel de la paix en 2007.

À force de circuler de rapport en rapport, ces chiffres ont pris l'apparence de la vérité. Ils doivent bien être véridiques, puisque depuis soixante ans, personne ne les remet en cause et tout le monde les cite. Telle est la force des « textes-réseaux » qui pérennisent les préjugés sur les écologies africaines et leur dégradation par les Africains.

## Détruire, et protéger<sup>1</sup>

Le caractère factice de ces savoirs n'enlève rien à la gravité des menaces environnementales auxquelles les sociétés du continent sont confrontées. Cependant, en Afrique comme ailleurs depuis deux siècles, la destruction n'est généralement pas le fait de la petite paysannerie.

Richard Grove fut le premier à souligner la contradiction qu'il y a à punir les uns au nom de l'activité des autres. Dans *Green Imperialism*<sup>2</sup>, en étudiant les îles du « paradis » comme Sainte-Hélène, Maurice ou les Mascareignes, l'historien

1. Voir, entre autres, Corey Ross, *Ecology and Power in the Age of Empire. Europe and the Transformation of the Tropical World*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

2. Richard Grove, *Green Imperialism: Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

britannique a montré que capitalisme et écologisme allaient main dans la main. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les colons européens détruisent ces écologies tropicales insulaires en intensifiant la déforestation et la mise en culture des terres. Puis, au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour réformer un capitalisme ravageur plutôt que de l'abolir, les administrations coloniales élaborent les premières mesures de conservation, parmi lesquelles on trouve les premières enclosures de la conservation.

L'histoire se répète en Afrique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La prédation est partout. La colonisation intensifie le commerce d'ivoire au point que les chasseurs européens et

leurs auxiliaires africains abattent près de 65 000 éléphants par an. Les ouvriers du chemin de fer chassent pour se nourrir le long du rail. Les naturalistes européens peuvent tuer et envoyer jusqu'à 60 zèbres par mois à leur musée national d'histoire naturelle. Et les administrateurs coloniaux se délectent des chasses sportives durant lesquelles ils expriment leur masculinité et leur capacité à dominer la nature. Alors la grande faune s'effondre, et les Britanniques et les Allemands instaurent des réserves de chasse dans leurs colonies d'Afrique orientale. Ils sont rapidement suivis par les Belges, les Français, les Italiens et les Portugais. Dans chacune de ces réserves, incapables de voir et d'admettre que les destructions sont en réalité de leur fait, les colons accusent les populations africaines d'être responsables de la dégradation. À ce titre, elles

---

## Pour **sauver la nature**, les **experts internationaux exigent** des États africains qu'ils **expulsent les habitants des parcs**

---

sont, sinon expulsées, au moins privées du droit d'occuper la terre.

Le processus prend une nouvelle ampleur dans les années 1930. Avec la Grande Dépression, la déforestation et l'exploitation des sols s'intensifient. Pour faire face à la chute des prix agricoles, les colons agrandissent leurs exploitations et, pour se ravitailler, les métropoles ponctionnent encore davantage les colonies. C'est dans ce contexte que les chasseurs désormais repentis plaident pour la sanctuarisation de la nature. Organisés en réseaux toujours plus influents, les conservationnistes poussent les administrateurs coloniaux à convertir les réserves de chasse en parcs nationaux. Encore une fois, ils accusent les populations africaines d'être à l'origine des bouleversements écologiques qu'entraîne le capitalisme colonial. Les cultivateurs et les bergers sont expulsés hors des parcs, ou punis d'amendes et de peines de prison pour y exploiter la terre, faire paître leurs troupeaux et chasser du petit gibier. De la destruction est né l'impératif de protection.

Les racines du problème sont les mêmes aujourd'hui. La biodiversité s'effondre, la sixième extinction est en cours, le changement climatique cause des dégâts toujours plus effrayants et, pour sauver la nature, les experts

internationaux exigent des États africains qu'ils expulsent les habitants des parcs. Concrètement, ils leur demandent d'empêcher les agropasteurs d'éroder les parcelles qu'ils cultivent et de dénuder les plateaux où ils envoient paître leur bétail. Mais accuser ces paysans de détruire la nature, c'est oublier qu'ils produisent leur propre nourriture. De plus, comme tous les expulsés des parcs africains, ils se déplacent d'abord à pied. Ils consomment très peu de viande et de poisson. Ils achètent très rarement de nouveaux vêtements. Et contrairement à 2 milliards d'individus, ils n'ont ni ordinateur ni *smartphone*. Pour sauver la planète, il faudrait donc au moins vivre comme eux. Les institutions internationales de la conservation continuent pourtant de faire de leur expulsion un outil de la lutte globale pour la biodiversité.

## De l'administration coloniale à l'expertise internationale

Il faut ici encore revenir à la chronologie. En 1960, lorsque les indépendances africaines s'avèrent inéluctables, l'UICN lance, avec le soutien de l'Unesco et de la FAO, le «Projet spécial pour l'Afrique». L'objectif est de «faire face à l'africanisation des parcs», écrit le Britannique Ian Grimwood, un ancien des réserves de la Rhodésie. Pour cela, les conservationnistes imaginent la création d'une banque dont la mission première serait de récolter les fonds nécessaires à la «poursuite du travail accompli dans les parcs africains».

Cette banque est mise sur pied en 1961. Baptisé Fonds mondial pour la nature sauvage (World Wildlife Fund), le WWF permet à des administrateurs coloniaux de se reconvertir en experts internationaux. Qu'ils appartiennent à des organisations non gouvernementales (ONG) ou à des agences des Nations unies, tout au long des années 1960 et 1970, ces derniers circulent de pays en pays. Partout, ils font valoir les mêmes normes coercitives : mettre plus de terres en parc et criminaliser les populations qui les habitent.

Le discours a désormais changé. Depuis la signature de la Convention sur la diversité biologique (CDB) à Rio en 1992, chaque institution internationale de la conservation, chaque ONG, chaque gouvernement africain œuvre pour une «conservation communautaire». C'est-à-dire que les habitants doivent être associés aux parcs, en tant que gardes, guides, chauffeurs ou cuisiniers au sein de compagnies de voyage. Quant aux consultants qui ont succédé aux experts, ils ne parlent plus d'«expulsions», mais de «départs volontaires» à «promouvoir» dans une démarche «participative». Les mots du pouvoir ne sont plus les mêmes. Cependant, le discours ne peut faire oublier les faits : tandis qu'en Europe, les institutions internationales de la conservation valorisent l'harmonie entre l'humain et la nature, en Afrique, leurs employés estiment toujours que les parcs doivent être protégés d'habitants trop nombreux et malhabiles. En cela, la préservation de la nature y a quelque chose de proprement néocolonial.

## Néocolonialisme ? Postcolonialisme

Pourtant, tel qu'elles sont mises en place, les politiques globales de la nature africaine ne peuvent être réduites au néocolonialisme. Car, comme l'enseignait Michel Foucault, le pouvoir n'est pas quelque chose qui se divise entre ceux qui l'ont et l'exercent, et ceux qui ne l'ont pas et le subissent. Le pouvoir circule, fonctionne. Et les politiques conservationnistes ne font pas exception. Certes, les sociétés africaines n'ont pas choisi le cadre culturel de l'Éden africain, car ce mythe est l'un des nombreux legs du passé colonial. Mais depuis les indépendances, les nouvelles administrations nationales savent fort bien l'instrumentaliser. La mise en parc de la nature leur permet ainsi de développer une industrie touristique prospère. Plus encore, les dirigeants se servent des fonds et de la légitimité des institutions internationales pour planter le drapeau national dans des territoires qu'ils peinent à contrôler. Prenons deux exemples.

En septembre 1961, dans le cadre du Projet spécial pour l'Afrique, le Premier ministre tanzanien Julius Nyerere affirme son désir de pérenniser les politiques conservationnistes élaborées par les Britanniques au sein des aires protégées du pays. Cet engagement est loin d'être factice. En 1969, non seulement la Tanzanie aura quadruplé le budget qui était alloué à l'époque coloniale aux parcs nationaux, mais leur gestion répondra toujours à l'idée européenne de la nature africaine. Elle renvoie néanmoins, aussi, à des objectifs tanzaniens. J. Nyerere se dit « personnellement peu intéressé par les animaux ». « Je ne souhaite pas passer mes vacances à regarder des crocodiles », déclare-t-il à ses concitoyens. « Cependant [...] je pense qu'après les diamants [...], les animaux sauvages vont fournir à la Tanzanie sa plus grande source de revenus. Des milliers d'Américains et d'Européens ont cette curieuse envie de voir ces animaux ». La visée économique de la conservation est donc plus qu'assumée. Et la stratégie est également politique. Durant la colonisation, là où des révoltes éclataient, les Britanniques créaient des parcs pour expulser puis disperser les rebelles. L'État tanzanien reprend cette méthode à son compte et J. Nyerere met la nature au service de la villagisation des campagnes. Créer des parcs nécessite de déplacer des habitants et permet, alors, de les réinstaller dans les nouveaux villages de la Tanzanie socialiste<sup>1</sup>.

Une cinquantaine d'années plus tard, au Gabon, protéger la nature, c'est encore faire de la politique. En 2002, le président Omar Bongo place 11 % du territoire du pays en parc national. Il est ici assisté par l'écologue Michael Fay et le biologiste britannique Lee White, deux hommes partis en « mission [...] pour sauver l'Éden africain », comme l'explique le *National Geographic*<sup>2</sup>. À cette époque, Lee White travaille pour l'antenne gabonaise de l'organisation états-

1. Roderick Neumann, *Imposing Wilderness. Struggles over Livelihood and Nature Preservation in Africa*, Berkeley, University of California Press, 1998, pp. 144-145.

2. David Quammen, « Saving African's Eden », *National Geographic*, n° 204, 2003.

uniennne Wildlife Conservation Society. L'actuel président, Ali Bongo, lui confie ensuite la direction de l'Agence nationale des parcs nationaux gabonais, en 2009 : Lee White en profite pour mettre sur pied la « Gendarmerie des parcs nationaux », une milice armée spécialisée dans la lutte contre le braconnage. Enfin, en juin 2019, le Britannique devient le nouveau ministre gabonais des

Forêts, de la Mer et de l'Environnement. Le clan Bongo gagne en respectabilité aux yeux de la communauté internationale et Lee White peut poursuivre sa mission, tel un « Tarzan » de la vie réelle », « avec la force et la volonté de protéger ce qui reste de l'Éden le plus intact d'Afrique »<sup>1</sup>.

Ainsi se tisse l'alliance entre l'expert occidental et le dirigeant africain. Chacun a besoin de l'autre pour atteindre les objectifs qu'il poursuit, et c'est pourquoi les politiques qu'ils mettent en œuvre sont moins néocoloniales que postcoloniales. Depuis les indépendances, les experts occidentaux produisent des analyses néomalthusiennes, paternalistes et bien souvent

racistes. En 1961, venus des États-Unis en Tanzanie, les cinq hommes qui créent l'African Wildlife Foundation se disent animés par « un besoin désespéré d'agir » : selon l'un des fondateurs, Russel Train, « avec les races autochtones gagnant de plus en plus de contrôle sur la destinée du continent africain, le sort de la faune sauvage devient de plus en plus incertain ». C'est pourquoi la fondation met rapidement sur pied le collège de Mweka, une école qui se donne pour mission de former les « Africains » aux normes conservationnistes « internationales ». Quarante ans plus tard, on retrouve la même peur de la dégradation, en Afrique de l'Ouest notamment. Melissa Leach et James Fairhead ont ainsi démontré qu'au XX<sup>e</sup> siècle, en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Togo, sur des terres où les experts internationaux affirment que 60 à 90 % des forêts « primaires » ont disparu, le couvert forestier a en réalité progressé. Comme partout ailleurs, contrairement à ce qu'affirment les conservationnistes, les humains se sont adaptés à leur environnement<sup>2</sup>.

Toutefois, si ces discours pèsent sur les États africains, c'est seulement parce que ces derniers reconnaissent un pouvoir à ceux qui les formulent. Le discours naturaliste vient de l'extérieur mais l'action se déroule toujours à l'intérieur, dans les territoires africains, au cœur des parcs nationaux. Le colonialisme vert continue de peser sur le présent, mais entre l'expert et le dirigeant, dans l'Afrique

---

## Le discours naturaliste vient de l'extérieur mais l'action se déroule toujours à l'intérieur

---

1. Michael Schwartz, « Real-Life "Tarzan" Lee White is on a Mission to Protect Gabon's Forest Elephants », blog « Wildlife », *National Geographic*, 24 juin 2016.

2. Melissa Leach et James Fairhead, « Challenging Neo-Malthusian Deforestation Analysis in West Africa's Dynamic Forest Landscapes », *Population and Development Review*, vol. 26, n° 1, mars 2000.

postcoloniale, il est autant question de domination que d'instrumentalisation et de négociation.

## L'histoire – coloniale – pour éclairer le présent – postcolonial

Face à cette histoire, *leur* histoire, beaucoup d'experts s'indignent. « L'Afrique est souveraine », dit l'Unesco. « Les braconniers massacrent la grande faune africaine », argumente le WWF. « Partout sur le continent, la conservation inclut les communautés », répond l'UICN. Certes. Le problème est que derrière cette grande « Afrique » du discours international, il y a la réalité, c'est-à-dire la complexité et la diversité des intérêts et des jeux de pouvoir.

Les dirigeants africains sont en effet souverains, ce qui leur permet

d'instrumentaliser les injonctions des experts. Grâce aux parcs et à la reconnaissance internationale qui les accompagne, ils entendent dynamiser l'industrie touristique et planter leur drapeau dans des territoires qui échappent au contrôle de l'État : chez les nomades, dans les maquis, aux frontières.

De grands réseaux de braconniers existent également. Ils disposent d'une technologie militaire, de traqueurs GPS, de véhicules tout-terrain et de relais politiques nationaux et internationaux. Il en va tout autrement des cultivateurs et des bergers, qui vivent de l'autosubsistance. Cette paysannerie n'a pas les moyens humains et techniques d'intégrer des réseaux aussi lucratifs.

Les communautés locales sont bel et bien associées à la conservation. Mais comment ? En Ouganda, celles qui bénéficient des revenus du tourisme n'ont aucun droit de regard sur la gestion de leurs terres : alors, elles rejettent aujourd'hui les politiques conservationnistes. En Éthiopie, suivant l'exemple de leurs aînés, les adolescents ont abandonné l'école pour devenir guides touristiques : ils sont maintenant si nombreux à être guides que beaucoup se retrouvent au chômage, sans éducation et grande chance de reconversion. En Namibie, les communautés qui protégeaient la faune pour sa valeur sacrée lui attribuent désormais une valeur monétaire : quand une pandémie mondiale les prive de touristes, l'intérêt pour la grande faune s'amenuise. La conservation cherche certes à être communautaire, mais atteint rarement les objectifs sociaux qu'elle dit poursuivre.

À cet égard, les détracteurs ne manquent jamais de rétorquer que bien

---

**Les dirigeants africains sont souverains, ce qui leur permet d'instrumentaliser les injonctions des experts**

---

qu'imparfaits ces parcs ont au moins le mérite de protéger la nature. Mais il faut là encore observer les faits. Quel est le coût écologique d'une visite d'un parc naturel africain ? Un randonneur s'équipe d'une tente avec des arceaux en aluminium pour un sac léger, de chaussures et d'une veste en goretex pour une tenue imperméable, d'un maillot de corps en polaire pour supporter le froid des soirées en haute montagne, etc. Autant de matériaux dont la fabrication passe par l'extraction industrielle et la transformation chimique de téflon, de bauxite et de pétrole. Sans compter que le trajet en avion aura émis au moins 0,5 tonne de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). En somme, visiter un parc naturel africain, c'est l'équivalent de détruire dans le monde le territoire enclos en Afrique.

Croire que la mise en parc de la nature permet de mieux protéger la planète est donc un leurre. Et à force d'entretenir cette illusion, les politiques globales de la conservation fonctionnent comme un trompe-l'œil qui occulte la réalité : celle de la destruction de la planète, à cause de l'exploitation massive des ressources. Seulement, pour lutter contre cette crise écologique, il est plus facile de blâmer les agriculteurs et les bergers de la lointaine Afrique. Cela permet d'éviter, d'abord, de reconnaître la dimension postcoloniale de nos sociétés occidentales, et ensuite, de remettre en cause le véritable mode de vie responsable de la dégradation de la planète. S'en prendre à la petite paysannerie africaine, c'est éviter de nommer les erreurs du passé – colonial – et d'enfin trouver des moyens pour changer le présent – postcolonial. ■